



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2488

Texte de la question

## RÉFORME DES RETRAITES

**M. le président.** La parole est à M. Olivier Becht.

**M. Olivier Becht.** Monsieur le Premier ministre, votre Gouvernement a engagé une réforme du système de retraite visant à offrir à chaque Français une retraite universelle par points, maintenant le système par répartition dans lequel les actifs d'aujourd'hui financent les retraités d'aujourd'hui. Cette réforme est juste car elle s'appuie sur une vraie justice sociale : celle d'un système égalitaire où chacun possède les mêmes droits. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

**M. Pierre Cordier.** Suiveur ! Supplétif de la « macronie » !

**M. Olivier Becht.** Elle rendra possible une vraie solidarité nationale mais aussi un meilleur équilibre entre les pensions des hommes et des femmes. Globalement, nos concitoyens rencontrés sur le terrain ne remettent pas en cause ce principe, même si certains, les plus visibles du fait de leur capacité à bloquer le pays, se battent toujours pour conserver des privilèges hérités d'un autre siècle. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UDI-Agir et sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Toutefois, il est également nécessaire d'entendre la voix du pays silencieux,...

**M. Pierre Cordier.** Centriste !

**M. Olivier Becht.** ...celle de tous les Français qui ne bloquent pas, ne cassent rien mais s'inquiètent de l'effet de cette réforme sur leurs revenus actuels et surtout sur leur retraite future, alors qu'ils ont fait leurs choix professionnels et sont déjà bien avancés dans la carrière !

**M. Maxime Minot.** Il n'y a plus de place au Gouvernement !

**M. Olivier Becht.** On se focalise beaucoup sur la SNCF et la RATP mais on parle finalement peu des professions libérales : médecins, pharmaciens, kinésithérapeutes, infirmiers ou encore avocats. On parle aussi peu de ces millions de fonctionnaires de l'État, des collectivités territoriales ou des hôpitaux qui se retrouvent avec de toutes petites retraites.

Les Français le savent : les équilibres démographiques et l'allongement de l'espérance de vie impliquent de travailler plus longtemps. Dans leur grande majorité, ils y sont prêts. Mais le travail doit payer, durant la vie active puis lors de la retraite.

L'autre vraie question que pose cette réforme est celle du pouvoir d'achat. Nous devons garantir à nos compatriotes, dont beaucoup connaissent des fins de mois difficiles, qu'ils ne subiront pas de baisses importantes de revenus, ni maintenant ni dans le futur. C'est la condition de la réussite de la réforme. Pouvez-vous rassurer les Français sur ce point ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDI-Agir et LaREM.*)

**M. Maxime Minot.** Que c'est brouillon !

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Monsieur Becht, je ne trouve rien à redire à votre exposé préliminaire concernant l'intérêt de construire un système universel de retraite. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Patrick Hetzel.** C'est mal parti !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Oui, nous voulons construire un système universel de retraite afin que les cotisations de chaque Français, quel que soit son statut, son métier, son âge, puissent contribuer à financer les pensions de tous les retraités.

**M. Robin Reda.** Elles vont baisser !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Au fond, nous voulons faire en sorte que les contributions de chacun protègent l'ensemble de la nation.

**M. Patrick Hetzel.** Mais oui !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Nous voulons instaurer un système universel, égalitaire, qui permettra de créer une solidarité nationale et de la garantir pour l'avenir. C'est le projet sur lequel le Président de la République s'est engagé pendant sa campagne, c'est le projet que nous allons mettre en œuvre après en avoir – longuement, je l'assume –...

**M. Fabien Di Filippo.** Trop longuement !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** ...discuté avec les organisations syndicales et patronales, et avec les associations afin de prendre en considération les revendications et recommandations formulées à propos d'une question évidemment complexe en raison de son ampleur.

**M. Robin Reda.** Vous n'avez rien écouté !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** Vous avez raison d'insister sur le fait que l'ensemble des Français sont concernés, quel que soit le régime de retraite auquel ils sont affiliés – parmi les quarante-deux existants – et quel que soit leur métier.

Vous posez aussi la question fort légitime de la préservation du niveau de vie de ceux qui bénéficient déjà d'une pension et de ceux qui en bénéficieront demain. Notre objectif – je veux être très clair sur ce point – est de faire en sorte que le niveau de vie des pensionnés, aujourd'hui et demain,...

**M. Sébastien Jumel.** Diminue !

**M. Édouard Philippe, Premier ministre.** ...ne baisse pas.

**M. Pierre Cordier.** Personne n'y croit !

**M. Édouard Philippe**, *Premier ministre* . J'insiste : pour préserver le niveau de vie et celui des pensions des retraités d'aujourd'hui et de demain,...

**M. Fabien Di Filippo**. Il faudra travailler plus longtemps !

**M. Édouard Philippe**, *Premier ministre* . ...il faut installer plusieurs garanties et dire tranquillement la vérité aux Français. Cela passe...

**M. Sébastien Jumel**. Par une diminution du niveau des pensions !

**M. Édouard Philippe**, *Premier ministre*. ...par un allongement de la durée du travail, qui doit être progressif, de façon à préserver les choix individuels de chacun et pour que la marche à franchir ne soit pas abrupte.

**M. Fabien Di Filippo**. Emmanuel Macron a menti !

**M. Édouard Philippe**, *Premier ministre*. J'observe d'ailleurs que tout le monde sait ce que je viens de dire. Dans tous les pays comparables au nôtre, on a pris la décision d'augmenter la durée du travail, le plus progressivement possible mais dans des proportions parfois bien supérieures à ce qui a été instauré en France au cours des années précédentes. Soyons clairs :...

**M. Michel Herbillon**. Quel brouillard !

**M. Édouard Philippe**, *Premier ministre*. ...j'aurai l'occasion de présenter demain, devant le Conseil économique, social et environnemental, la totalité de ce projet et d'apporter aux Français les réponses qu'ils attendent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM, sur plusieurs bancs du groupe UDI-Agir et sur quelques bancs du groupe MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Olivier Becht](#)

**Circonscription** : Haut-Rhin (5<sup>e</sup> circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 2488

**Rubrique** : Retraites : généralités

**Ministère interrogé** : Outre-mer

**Ministère attributaire** : Outre-mer

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2019](#)